

ACTION URGENTE

UN AVOCAT DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS ET SA FAMILLE MENACÉS DE MORT

L'avocat défenseur des droits humains Lê Quốc Quân a reçu des menaces de la part d'agents du ministère vietnamien de la Sécurité publique : s'il rencontre des dignitaires étrangers en visite dans le pays, il pourrait être tué, tout comme sa famille. Placés sous surveillance, Lê Quốc Quân et sa famille risquent d'être agressés, blessés ou tués.

Lê Quốc Quân a été suivi par quatre personnes en civil lorsqu'il a quitté son domicile à Hanoï, capitale du Viêt-Nam, pour accompagner sa fille de 15 ans qui allait s'inscrire pour ses examens scolaires dans la matinée du 8 juin 2017. Après avoir terminé l'inscription, Lê Quốc Quân et sa fille se sont rendus à son bureau où ils se sont retrouvés face à un représentant du ministère de la Sécurité publique, semble-t-il un capitaine, et encerclés par environ huit hommes.

Le représentant du ministère a rappelé que Lê Quốc Quân avait été averti de ne pas assister à des rencontres avec des dignitaires étrangers sans autorisation et que s'il recommençait, lui-même et ses trois filles pourraient être tués. Sa fille a commencé à enregistrer cette conversation sur son téléphone, mais son appareil a été saisi par l'un des hommes faisant face à son père. Lorsque Lê Quốc Quân a tenté de lui venir en aide, il a été poussé, maîtrisé physiquement et étranglé avec ses vêtements. Le représentant du ministère de la Sécurité publique a placé sa main sous le menton de Lê Quốc Quân et l'a averti qu'il pouvait lui ôter la vie d'un seul mouvement. Il a ensuite laissé entendre que Lê Quốc Quân et sa famille pourraient périr dans l'incendie de l'explosion d'un véhicule ou que ses filles pourraient être blessées s'il ne faisait pas attention à elles.

Une semaine auparavant, le 31 mai 2017, Lê Quốc Quân avait rencontré une délégation de sénateurs américains de la Commission des services armés du Sénat. Avant cette date, Lê Quốc Quân a reçu un texto d'un représentant du ministère de la Sécurité publique, semble-t-il un commandant, l'avertissant de ne pas honorer cette rencontre. Comme il a ignoré cet avertissement, ses déplacements ont été étroitement surveillés, culminant par la confrontation du 8 juin.

Les agressions physiques contre les défenseurs des droits humains et leurs familles sont fréquentes au Viêt-Nam. En 2016 et 2017, de nombreux militants ont été attaqués dans la rue par des policiers ou par des hommes en civil. Ils sont souvent blessés, avec des lésions qui saignent.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en vietnamien, en anglais ou dans votre propre langue) :

- demandez aux autorités vietnamiennes de cesser immédiatement le harcèlement infligé à Lê Quốc Quân et aux membres de sa famille ;
- engagez-les à respecter et faire respecter les droits de Lê Quốc Quân et de sa famille à la liberté de mouvement, d'association et d'expression, comme le prévoient les traités relatifs aux droits humains que le Viêt-Nam est tenu de respecter ;
- invitez-les à ordonner une enquête indépendante et efficace sur les menaces visant Lê Quốc Quân et sa famille.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 3 AOÛT 2017 À :

Premier ministre
 Nguyễn Xuân Phúc
 Prime Minister's Office
 Hà Nội, Viêt-Nam
 Courriel :
 nguoiiphatngonchinhphu@chinhphu.vn
Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur le Premier ministre,

Ministre de la Sécurité publique
 Tô Lâm
 44 Yết Kiêu St. Hoàn Kiếm District Hà
 Nội, Viêt-Nam
 Fax : + 844 3823 1872
 (via le ministère des Affaires étrangères)
 Courriel : ttll.mfa@mofa.gov.vn
Formule d'appel : Dear Minister, /
Monsieur le Ministre,

Copies à :
Ministre des Affaires étrangères et vice-
Premier ministre
 Phạm Bình Minh
 Ministry of Foreign Affairs
 1 Tôn Thất Dam Street, Ba Đình district
 Hà Nội, Viêt-Nam
 Fax : + 844 3823 1872

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Viêt-Nam dans votre pays (adresses à insérer) :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

UN AVOCAT DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS ET SA FAMILLE MENACÉS DE MORT

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Lê Quốc Quân est un dissident très connu au Viêt-Nam. Il œuvre en faveur de la démocratie et des droits humains depuis de nombreuses années au Viêt-Nam. Il a rédigé un blog très populaire révélant la corruption et les atteintes aux droits humains, ce qui lui a valu d'être fréquemment la cible de harcèlement de la part des autorités et d'être arrêté plusieurs fois. Amnesty International l'a adopté comme prisonnier d'opinion en 2007, lorsqu'il a été détenu pendant trois mois pour des activités antigouvernementales supposées.

Le 27 décembre 2012, Lê Quốc Quân a été arrêté pour évasion fiscale et, le 2 octobre 2013, condamné à 30 mois de prison pour des accusations qui, selon Amnesty International, étaient forgées de toutes pièces et motivées par des considérations politiques. Alors qu'il bénéficiait de l'attention des Nations unies, des gouvernements étrangers et des organisations internationales de défense des droits humains, sa condamnation a été confirmée le 18 février 2014.

Au Viêt-Nam, les défenseurs des droits humains sont régulièrement menacés et attaqués. À la connaissance d'Amnesty International, il n'existe pas un seul cas où les responsables présumés de telles agressions ont été poursuivis en justice, lors même que ces attaques sont souvent menées en plein jour et devant de nombreux témoins. En juillet 2016, Amnesty International a demandé une enquête sur trois agressions survenues ce mois-là, au cours desquelles des militants politiques, des défenseurs des droits humains et leurs proches ont été blessés délibérément alors qu'ils circulaient à moto (voir ASA 41/4533/2016).

Les défenseurs des droits humains conviés à rencontrer des diplomates étrangers et des délégations étrangères en visite dans le pays ne peuvent bien souvent pas le faire, car les autorités restreignent leur liberté de circuler et les placent sous étroite surveillance. Le défenseur des droits humains Nguyễn Văn Đài a été interpellé le 16 décembre 2015 alors qu'il se rendait à une rencontre avec une délégation de l'Union européenne qui se déroulait dans le cadre du dialogue régulier UE/Viêt-Nam à Hanoï. Il se trouve toujours en détention provisoire.

Le Viêt-Nam est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), qui garantit les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. Pourtant, ces droits sont fortement restreints dans la législation et dans la pratique dans ce pays. Des articles du Code pénal vietnamien de 1999 portant sur la sécurité nationale et formulés en termes vagues sont fréquemment utilisés pour réprimer pénalement la dissidence pacifique. Les personnes qui prônent un changement politique pacifique, critiquent les politiques gouvernementales ou appellent au respect des droits humains sont souvent prises pour cible.

Nom : Lê Quốc Quân
Homme

AU 149/17, ASA 41/6559/2017, 22 juin 2017